L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 24 JUILLET 1868. Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIBERT, PROPRIÉTAIRES - GÉRANTS.

PRIX DE L'ABONNEMENT:

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $10; par semestre, $5; par trimestre, $2½
Sous l'un ou l'autre de ces rapports, le journal est envoyé à domicile sans augmentation de prix.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi:
Par an, $6; par semestre, $3.

TARIF D'ANNONCES.

Une annonce immobilière, placée à tour de rôle dans un diverses parties du journal, paiement $1 00 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Une annonce mobilière, de la page éditoriale, paiement $1 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces publiées par intervalles, paiement comme si elles paraissaient tous les jours.

Les annonces au mois, dans la page éditoriale, paiement $100 le carré par mois.

Toutes les annonces faisant régulièrement et souvent des changements convenus, auront le bénéfice de ces changements immédiatement, tel exemple qu'il aura convenu avec elles; mais dans aucun cas, cet exemple ne dépassera pas 20 pour cent.

Toutes les annonces de mariages et de décès auront droit à cette même faveur.

Toutes annonces transitoires doivent être payées d'avance.

Une annonce dont le nombre d'insertions ne sera pas particulièrement notifié, paiement comme pour deux insertions.

Les avis publiés des personnes faisant régulièrement ou de temps en temps leur commerce, ne seront payés que lorsque leur compte aura été arrêté à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 24 JUILLET.

Candidatures de la Démocratie Nationale.

POUR PRESIDENT:

HORATIO SEYMOUR,
DE NEW-YORK.

POUR VICE-PRESIDENT:

FRANCIS P. BLAIR,
DU MISSOURI.

Electeurs pour l'Etat en général:
M. C. WICKLIFFE, de Ouverneur
de Ouest Félicien,
ISAIAH GARRETT,
de Ouachita.

Electeurs de District:

1er District Congressionnel	.....	A. SAMBOLA.
2me	"	..... M. S. BRADY.
3me	"	..... A. S. HERON.
4me	"	..... A. DeBLANC.
5me	"	..... H. D. COLEMAN

Remplaçants:

1er District Congressionnel	.....	T. P. SHERBURNE.
2me	"	..... GEO. W. RACE.
3me	"	..... J. H. REINHARD.
4me	"	..... E. N. CULLEN.
5me	"	..... W. F. BLACKMAN.
		J. H. BRIGHAM.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par le shérif, à la Bourse des Négociants et des Exportateurs, une portion de terre située sur la batture du faubourg Ste-Marie, dans le premier District, dans l'Ouest bornée par les rues Bell de Marais, Daleord, de la Nouvelle-Levée et Tchoupitoulas, avec une maison en bois à deux étages et dépendances.

Par Redfern, Mercer & Co., au No 38 de la rue de Chartres—marchandises sèches, lingerie, bonneterie, articles de fantaisie et "notions."

Par Jacob Hero & Bro, au No 30 de la rue du Camp—400 cabinet bedsteads, meubles et bric-à-brac.

Achetez vos conserves et chocolats chez M. Ernest Turpin, 93 Rue Chartres.

Vente à deux mois de crédit, par le Sheriff, d'une propriété située près de Gentilly.

Aujourd'hui, à midi, à la Bourse des Négociants et des Exportateurs, rue Royale, le Sheriff procédera à l'adjudication d'une portion de terre, avec les bâtisses et dépendances qui y trouvent, située à l'angle des rues de la Nouvelle Levée et South Market, 1er District.

Pour le détail et les conditions voir aux annonces.

Chaussures à l'Encan.—MM. Louis Stern & Bro, commissaires, vendront aujourd'hui, à 10 heures du matin, au Camp, No 165, 1,400 caisses de bottes, souliers et brodequins, composant un assortiment complet pour le commerce de la ville et de la campagne. La vente se fera sans aucune limite ou réserve. Nous engageons les marchands à ne pas manquer cette occasion de faire des achats avantageux.

Annonces Politiques.

Le prix d'insertion des annonces politiques doit INVARIABLEMENT être acquitté d'avance dans nos bureaux.

Demande de Secours.

Nous avions raison de n'accepter que sous bénéfice d'inventaire les belles déclarations faites au nom du parti radical par le gouverneur Warmoth dans son discours d'inauguration. Les plans des radicaux reçoivent, tous les jours, quelque nouveau développement, et il n'est plus permis de douter que le but final de ce parti ne soit l'anéantissement complet de la race blanche et l'établissement d'une autorité despotique qui pèsera, sans contrôle, notre impudent au pillage la fortune publique et les fortunes particulières de l'Etat.

En dépit de leurs hypocrites protestations, les commissaires de police travaillent, sans relâche, à l'organisation d'une police surnuméraire appelée à remplacer peu à peu l'ancienne police. Au lieu de siéger tous les huit jours comme leurs prédécesseurs, ils tiennent bureau ouvert pour l'admission des candidats au surnumérariat. Avec un peu de patience, ils atteindront leur but qui est d'avoir une police entièrement radicale et aux trois quarts africaine.

Comme corollaire de ce bill de police, nous avons le bill qui autorise le gouverneur à nommer pour chaque paroisse un nombre indéfini de constables qui auront le pouvoir d'arrêter les citoyens sans affidavit préalable et sur de simples soupçons. Un autre bill qui n'est encore qu'à l'état de projet, propose l'organisation des milices de l'Etat en régiments, avec cette chance que la première compagnie se composera exclusivement d'hommes n'ayant jamais porté ses armes contre le gouvernement fédéral, c'est-à-dire d'Africains.

Toute cette série de mesures qui fait du gouvernement une sorte de dictature ayant à ses ordres plusieurs milliers d'hommes de police et de constables et vingt mille jamaisvus pours, ne ralentit pas les radicaux. Bien qu'ils prétendent avoir dans l'Etat une majorité de trente mille votes, ils affectent de ne pas se croire en sureté, et ils en arrivent à demander l'assistance du général Grant. Eux qui, le jour de la réunion de la Législature, traitaient si cavalièrement l'autorité militaire et qui repoussaient son intervention, voient aujourd'hui unanimement une demande de secours au général Grant.

En la forme, on peut leur répondre que la Louisiane ayant cessé d'être sous le régime des lois de reconstruction, le général Grant n'a plus à exercer dans cet Etat aucun des pouvoirs extraordinaires qui lui avaient été conférés par ces lois. Comme général commandant l'armée, il ne peut ordonner de déplacement de troupes sans prendre les ordres de son supérieur, le Président des Etats-Unis. S'il survient dans un Etat des troubles que les autorités locales soient impuissantes à comprimer, c'est encore au Président des Etats-Unis que le gouverneur de l'Etat doit s'adresser pour obtenir le concours de l'autorité fédérale. La résolution votée par l'assemblée pour demander du secours au général Grant est donc aussi inutile que déplacée.

Au fond, la demande de troupes n'a pas la moindre raison d'être. La plus parfaite tranquillité règne dans l'Etat et si les radicaux voulaient se conduire décemment et s'abstenir de toute mesure provocatrice il n'y aurait pas le moindre motif pour supposer que l'ordre viendra à être troublé. Le prétexte que les radicaux invoquent est la fréquence des meurtres dans certaines paroisses, mais ce qui indique à quel point ce prétexte est faux et mensonger, c'est que les radicaux n'ont voulu ni préciser les faits, ni donner aucune preuve à l'appui de leurs allégations, ni ordonner une enquête.

Sans doute, la Société n'est pas dans la condition normale où elle devrait être; les passions sont excitées, et il y a des actes de violence accidentels en Louisiane aussi bien que dans les autres Etats de l'Union. Mais nous mettons en fait que les actes de violence individuels commis par les blancs ne sont pas plus fréquents que ceux qui sont commis par des gens de couleur ou des africains. Les blancs, qui sont les moins nombreux dans les campagnes, ont tout autant qu'eux plus à craindre pour leur sûreté que les noirs. Le mal est bien d'avoir les proportions qu'on se plaît à lui donner, et rien n'est moins prouvé que l'insuffisance des moyens ordinaires, dont peut disposer la justice, pour la répression des crimes.

Le but des radicaux en demandant des troupes est dû s'assurer l'appui des baïonnettes fédérales pour tenir en échec la population de la ville, laquelle est leur mortelle ennemie irréconciliable, afin d'avoir les coudées franches pour établir à leur aise le gouvernement monarchique et despotique qu'ils se proposent d'imposer à la Louisiane. Le jour où ils se sentiraient appuyés par l'armée des Etats-Unis, ils ne garderaient plus de ménagements et ils procéderaient sans merci la population qui jadis l'emporta sur eux, comme ils savent qu'il est des bornes à la patience humaine, ils ne veulent pas pousser trop loin leurs provocations avant d'avoir à leur disposition assez d'infanterie et d'artillerie fédérale pour mettre à la raison les récalcitrants.

Mais nous croyons que les radicaux se trompent sur le rôle que joueraient les troupes des Etats-Unis, dans le cas d'un conflit provoqué par eux et qu'avec la prudence bien connue des radicaux blancs, aurait les apparences d'un conflit de races. En pareil cas, les troupes ne devraient intervenir que sur l'ordre du Président des Etats-Unis qui a seul le droit d'en disposer, et nous sentons que M. Johnson voit enfin à se faire l'instrument des projets néfastes des radicaux. On sait, d'ailleurs, quelles sont les dispositions des officiers et des soldats des Etats-Unis ou du moins de la grande majorité d'entre eux, et les événements qui viennent de se passer au Texas sont de nature à faire réfléchir deux fois un président fort capable, s'il ne l'est pas encore, de devenir populaire, avant qu'il soit longtemps, en faisant cesser une lutte entre les deux races.

Une autre spéculation.

On a présenté hier au Sénat une série de bills ayant pour objet la révision de la Charte de la ville. Parmi ces bills il y en a un émanant d'un radical, qui propose la consolidation de la Nouvelle-Orléans, de Jefferson et de Carrollton. Nous appelons l'attention des sénateurs et des représentants de la ville sur cette proposition qui est à la fois une spéculation politique et une spéculation financière. Les radicaux espèrent renforcer leurs votes dans la ville en y incorporant Carrollton qui est, comme on sait, une paroisse d'africains. A côté du but politique, il y a l'intérêt des propriétaires de Jefferson et de Carrollton qui pourraient gagner à l'adoption de la mesure proposée. Mais la corporation de la Nouvelle Orléans n'a rien à gagner à une nouvelle extension de territoire, et elle a beaucoup à y perdre. Les limites de la ville sont déjà trop étendues, et les charges qu'ont à supporter les contribuables pour la police, l'entretien et l'éclairage des rues, subissent un accroissement considérable par l'adjonction de deux villes et demie mentionnées. Dans une question qui est toute d'intérêt local, la Législature doit, avant tout, consulter les vœux des habitants, et il est d'usage que de pareilles questions soient référées à la délégation urbaine. La Charte actuelle de la ville est une des meilleures qu'on ait jamais faite, et ce qu'il y aurait de mieux à faire serait de la laisser telle qu'elle est.

Le Bill des Impressions. — Ce bill, qui procurait un monopole monstrueux au profit de l'imprimeur d'Etat, que voudraient bien nommer un triumvirat composé du gouverneur, du lieutenant gouverneur et du président de la Chambre, et qui rumerait presque tous les journaux de paroisses en leur enlevant les publications légales, a été adopté par les deux Chambres de la Législature, et n'attend plus que la signature du gouverneur pour devenir loi. Nous avons peu d'espoir que M. Warmoth use de son droit de veto dans cette circonstance, et il est probable que cet acte d'indigne spoliation va s'accomplir. Nous reviendrons sur ce sujet qui intéresse beaucoup plus les contribuables que quelques-uns ne le supposent.

Les Bills d'Amortissement — Nous avons reçu hier soir, le texte des différents bills proposés pour la police métropolitaine, pour la police des paroisses et pour amender la charte de la ville. Il y a dans ces bills des clauses qui dépassent tout ce que nous avions pu imaginer. Nous donnerons une analyse aussi complète que possible de ces divers projets afin d'éclairer la population louisianaise sur le régime auquel on veut la soumettre.

Pianos. Pianos.—Nous publions plus loin une annonce du Comité de récompense sur les instruments de musique de la dernière foire d'Etat. Cette annonce parle d'elle-même.

Pianos droits de Steinway & Sons.—Ces pianos ont reçu le premier prix (médaille d'or) à l'Exposition universelle de Paris. Les pianos droits de Steinway & Sons, en vente aux Magasins de fabrique chez Louis Grunewald, 102 rue de Canal, sont remarquables pour la pureté, l'ampleur et l'étendue de leur son. Le travail en est exquis et l'instrument d'une solidité à toute épreuve. Voir l'annonce.

La Liberté de la Navigation.

On lit dans une correspondance de Washington:

La résolution de M. Kelly pour obtenir l'abolition de toutes les restrictions et de tous les péages imposés aux navires de guerre et au commerce qui traversent le détroit des Dardanelles et le Bosphore pour se rendre dans la mer Noire, a produit une certaine sensation dans les cercles diplomatiques de la capitale.

On tient à y voir une intervention de l'Amérique dans la question d'Orient, mais on oublie que les restrictions imposées au commerce et à la navigation des Etats-Unis constituent une bien plus grande intervention dans les affaires de l'Amérique.

Il ne s'agit pas d'intervenir dans les affaires de l'Europe, mais il s'agit d'empêcher l'Europe d'imposer des restrictions aux affaires des Etats-Unis.

Un décret comme celui des Dardanelles qui commande l'entrée de la mer Noire et la Méditerranée, ne peut pas être regardé comme un acte intérieur. C'est une des grandes artères de communication maritime entre les plus importantes régions du monde, et aucune puissance n'a le droit moral ou international de restreindre cette communication par un blocus diplomatique.

L'Amérique n'a jamais sanctionné les traités qui établissent ce blocus. Elle a non seulement le droit de n'en point tenir compte, en ce qui regarde le commerce et la navigation des Etats-Unis, mais, selon le droit international, elle a pris dans l'affaire du Sund et de principe mille fois reconnu de la liberté universelle de la navigation et du commerce, elle est obligée de protester contre la clôture de la mer Noire comme contre un attentat la civilisation et aux intérêts universels du commerce, de l'industrie et de la navigation.

Le traité qui établit ce blocus est en dehors de toutes les lois naturelles et internationales. C'est un traité, pour ainsi dire, de contrebande, ce n'est pas une restriction sont imposées au commerce et à la navigation du monde entier pour les intérêts particuliers de quelques Etats. Afin d'empêcher la nationalité hellénique de regagner la position qui lui est ancienne capitale, on place, des sentinelles aux Dardanelles, on paralyse le commerce, on perpétue le règne d'une dynastie ennemie. L'Europe, c'est vraiment payer trop cher pour la protection des barons de Stamboul!

En tout état de cause, l'Amérique n'a absolument rien à faire avec les intrigues de politique européenne ou Orient.

Elle n'avait pas encore été découverte par le grand navigateur génois, lorsque la capitale de l'empire byzantin fut capturée par les Ottomans. Tout ce qu'elle en sait, c'est que ce fut un des faits historiques les plus humiliants pour l'Europe et le christianisme tout entiers. Tout ce qu'elle en sait, c'est que ce grand crime a été la source féconde d'autres crimes contre la civilisation, et que le traité qui barricade aux autres américains la route de la mer Noire est un des mille résultats de cette première cause.

Toutefois, l'Amérique n'a pas à remonter si haut. Elle peut se borner à dire: "Vous nous arrêtez dans notre progrès commercial. Nous trouvons nos navires de commerce soumis à des lois arbitraires. Le bâtiment de guerre le plus chassé d'une mer importante en vertu d'un traité que le gouvernement des Etats-Unis n'a pas approuvé ni signé. Nous ne demandons pas à intervenir dans vos affaires; mais nous déclarons que nous n'avons pas le droit d'intervenir dans les nôtres. Délivrez donc notre commerce et notre navigation de ces restrictions et de ces impôts."

Toute la question est là. L'Amérique proclame pour elle même le principe de la non-intervention dans les affaires d'Europe, mais son honneur lui commande d'exiger de l'Europe le même respect pour le principe de la non-intervention dans les affaires américaines. Le principe dont le blocus de la mer Noire présente une flagrante violation.

Les puissances européennes tombent dans une grave erreur si elles croient que le règlement de ce grand principe dépend de la volonté arbitraire de M. Seward ou des propos des sénateurs Sumner et Wade Hampton. C'est un principe qui sera revendiqué par le peuple américain et son représentant au Congrès, l'abolition qu'il exige, c'est un fardeau injuste, imposé au commerce, et il une restriction inique imposée à la navigation des Etats-Unis; et, en second lieu, parce qu'il s'agit de l'inviolabilité du droit de disposition sur les grandes artères du globe, droit qui est inscrit encré pour l'Amérique que la Déclaration de l'Indépendance elle même.

La résolution de M. Kelly, qui a été adoptée avec une unanimité qui signifiait par la Chambre, n'est que le commencement d'un grand acte historique et le prélude d'autres mesures qui feront douter aux européens de l'Europe que l'Amérique ne permettra pas plus son immixtion dans le libre mouvement de sa navigation qu'elle ne permettrait l'intervention de l'empereur Napoléon et du cabinet anglais dans les affaires intérieures de la République. Un bâtiment américain est aussi inviolable que le territoire américain. La doctrine Monroe a appliquée au pavillon aussi bien qu'au continent américain. Pas impertie que les droits de ce pavillon soient violés par le Sultan, par l'Empereur des Français ou de Napoléon, par les puissances européenne combinées. Ces puissances doivent enfin comprendre que si l'Amérique a longtemps toléré une telle violation, elle est sans doute maintenant pour exiger qu'on y mette un terme.

Les travailleurs de l'Inde.—Des lettres de la Guadeloupe du 4 juin nous apprennent que les élections au conseil général avaient eu lieu dans les différentes communes de l'île, et qu'un grand nombre d'entre elles avaient été battues et bouleversées.

Quelle singulière chose, en effet, que dans un pays où les travailleurs sont rares, où les bras manquent pour la culture, on ait pu songer à introduire des coolies, c'est-à-dire des esclaves, sous prétexte de remplacer les noirs émancipés! Ces malheureux, qui ne sont pas libres, qui ne peuvent pas quitter la plantation à laquelle ils sont attachés, qui ne peuvent pas se marier sans le consentement de leur maître, qui ne peuvent pas disposer de leur salaire, qui ne peuvent pas même choisir leur travail, ne sont-ils pas de véritables esclaves? Ne sont-ils pas, comme les noirs, soumis à la discipline du fouet? Ne sont-ils pas, comme les noirs, vendus et achetés? Ne sont-ils pas, comme les noirs, parqués dans des cases? Ne sont-ils pas, comme les noirs, nourris de morue et de riz? Ne sont-ils pas, comme les noirs, privés de tout droit politique? Ne sont-ils pas, comme les noirs, exposés à toutes les maladies, à toutes les misères, à toutes les souffrances? Ne sont-ils pas, comme les noirs, condamnés à mourir à la peine?

Et pourtant,